

English version also available

A l'intérieur...

Annonces.....	1
Programme de stage d'été.....	1
Récent plaidoyer.....	2
Projets et causes en cours.....	3
Publications.....	4
Événements.....	5
Notes du personnel.....	5
Changement de personnel.....	6

Annonces

Bates Barristers, une entreprise de litige située à Toronto, spécialisée en litige commercial complexe, droit public et appels incluant les recours collectifs, offre une assistance légale pro bono à CIPPIC. Le centre d'intérêts actuel de l'assistance de Bates Barristers est le projet de CIPPIC sur les méthodes et termes injustes dans les contrats électroniques. Bates Barristers a joint Deeth Williams Walls LLP et Fogler Rubinfog LLP en tant qu'avocat conseil pro bono pour la CIPPIC.

Le bureau de la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada a attribué 50 000 \$ à la CIPPIC pour conduire une recherche sur l'impact de la gestion des droits numérique sur la vie privée des utilisateurs individuels. Cette étude sera menée à l'automne et à l'hiver.

La CIPPIC a aussi reçu du financement de l'Ontario Research Network for Electronic Commerce (ORNEC), qui égale les services pro bono, pour notre projet sur les méthodes et termes injustes dans les contrats électroniques. La CIPPIC fait collaboration avec Professeur Wairen Thorngate de l'Université de Carleton, qui va conduire les études de laboratoire sur les comportements et la conscience des consommateurs dans le contexte des contrats en ligne.

Programme de stage d'été



(G-D) François Sénécal (U.de Montréal), Jordon Lamontagne (U. de Toronto), Peter Dostal (U. de Dalhousie), Adam Houston (U. de Victoria), Ambrese Montagu (U. de Western Ontario), David Lam (U. d'Ottawa)

Six étudiants en droit de six différentes universités ont terminé un autre stage d'été réussi avec la CIPPIC cette année. Pendant douze semaines, ils ont travaillé sur une variété de dossiers et projets qui incluent :

- Préparer la demande de la CIPPIC afin d'obtenir l'autorisation d'intervenir dans le dossier Dell;
- Effectuer la recherche et l'analyse des termes et pratiques injustes dans les contrats électroniques ;
- Procéder à la recherche sur la neutralité de réseau dans un contexte canadien;
- Exécuter la recherche et conseiller sur les questions de responsabilité intermédiaire dans les cas de diffamation en ligne ;
- Effectuer la recherche des implications au niveau des responsabilités des consommateurs vis-à-vis les nouveaux mécanismes pour établir l'authenticité des cartes de crédit en-ligne ;

- Faire la recherche des implications des lois anti-contournement pour les logiciels d'exploitation libre;
- Produire une ébauche des «meilleures pratiques» de l'industrie en vue d'éliminer les logiciels espions;
- Préparer une plainte sous la section 9 de la *Loi sur la concurrence* concernant les publicités trompeuses des registraires de noms de domaine;
- Préparer une plainte au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, sous la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, concernant le partage de données transfrontalier;
- Préparer une soumission pour ICANN sur les politiques WHOIS;
- Participer à un colloque international sur «The Human Rights of Anti-Terrorism»;
- Conseiller les clients sur une variété de questions légales incluant les politiques et responsabilités des sites internet, les débats de noms de domaine, la conformité avec les lois pour la vie privée et les lois sur la concurrence ainsi que les recours dans le cas de fraude en ligne;
- Faire la mise à jour et préparer des «FAQ» et des ressources sur des questions variées d'intérêt public.

Le programme d'été, une fois de plus, a compris des présentations hebdomadaires d'experts externe ainsi que de membres de la faculté. Cette année nous avons accueilli :

- Aaron Freeman et David McKie: *Access to Information Law and Practice in Canada*;
- Dr. Valerie Steeves, Professeure adjointe, Section de Criminologie, Université d'Ottawa: *Popular Culture and Resistance : Representations of Surveillance int the Matrix*;
- Craig McTaggart; Avocat, TELUS: *Net Neutrality*;
- Ren Bucholz; Coordinateur de politiques, Americas Activism on the Electronic Frontier.; Policy Coordinator, Americas, *Activism on the Electronic Frontier*;
- Richard Simpson; Directeur général, Electronic Commerce Branch, Industrie Canada: *Federal government policy and law-making on electronic commerce issues*;

- Dr. Ian Kerr; Chaire de recherche du Canada en éthique, en droit et en technologie, Université d'Ottawa: *What's the Frequency Kenneth? Verichip, Smart Networks & Moral Dummies* ;
- Honorable Marlene Jennings; M.P.: *An MP's Handbook on How to Influence the Legislative Process through Non-violent Guerilla Warfare!*;
- Craig Forcese; Professeur adjoint, Section de Common Law, Université d'Ottawa *Intelligence Sharing and the Limits of Privacy*;
- Neil Schwartzman; Consultant et Chaire, CauceCanada: *Phishing : The beginning of the end of the Online Economy*.

Récent plaidoyer

La CIPPIC s'est vu accordé l'autorisation d'intervenir lors d'un appel de la Cour suprême du Canada dont l'audience aura lieu le 13 décembre, 2006. Le dossier, ***Dell Computer Corp. V. Union des Consommateurs et Dumoulin***, implique la validité d'une clause arbitrale ferme résultant d'une contestation antérieure (n'acceptant pas l'option de recours collectif) dans les conditions de service en ligne qui n'était pas porté à l'attention du consommateur par Dell. La CIPPIC soutient que de telles clauses sont contraires à l'ordre public sous les lois du Québec et donc, invalide. Nous soutenons également que les consommateurs doivent consentir aux conditions de service afin qu'elles puissent être exécutées par les vendeurs. Mistrale Goudreau, avocate et professeure, coordonne l'intervention de la CIPPIC dans ce dossier.

Notre application pour révision judiciaire à la Cour fédérale du Canada, qui met à l'épreuve la commissaire à la protection de la vie privée du Canada, qui soutient ne pas avoir l'autorité d'enquêter un courtier de données situé aux États-Unis, va poursuivre. Jennifer Seligy, étudiante stagiaire, a assisté David Fewer, avocat conseil, à la préparation et au dépôt du mémoire des faits et droits. En date du 10 août 2006, la date de l'audience est encore à être déterminée. Pour plus de renseignements, veuillez visitez notre page internet sur les Projets reliés à la vie privée sous «Court Cases».

En juillet, la CIPPIC a déposé une plainte formelle avec le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada contre les «six grandes» banques canadiennes concernant la divulgation illégale de

renseignements bancaires personnels au gouvernement américain par SWIFT, une chambre de compensation située en Belgique pour des transferts de banque internationaux. Sous la loi fédérale de protection des données, les banques sont responsables de la confidentialité des renseignements personnels qui sont externalisés pour fins de traitement.

La Commissaire à la protection de la vie privée du Canada a ensuite décidé de déposer une plainte contre SWIFT.

En juin, la CIPPIC a fait le dépôt de commentaires à la «Internet Corporation for Assigned Names and Numbers» (ICANN) concernant les politiques de ICANN sur les bases de données WHOIS. Les bases de données WHOIS contiennent les noms et coordonnées des personnes qui enregistrent un nom de domaine. La politique actuelle de ICANN veut rendre ces informations publiques qui pourraient être accédées publiquement sur des bases de données WHOIS en ligne. La CIPPIC exprime, bien que cette approche offre un niveau élevé de transparence et de responsabilité, elle l'offre au détriment des droits et intérêts en matière de vie privée. Nous soutenons une telle approche comme l'ACEI, l'Autorité canadienne pour les enregistrements internet, qui équilibre les responsabilités et les inquiétudes liées à la vie privée.

En mai, la CIPPIC a coordonné la publication d'une lettre ouverte par un groupe d'organisations très en vus axées sur l'intérêt public ainsi que des experts en matière de vie privée et en droit civil, aux ministres du Patrimoine Canadien et d'Industrie. La lettre et un document à l'appui expriment les inquiétudes vis-à-vis les changements proposés à la loi sur le droit d'auteur canadien et comment ces changements impliquent la vie privée, la liberté d'expression et les droits civils. Ils mettent l'accent sur les dangers liés à la protection de la vie privée causés par l'expansion de la protection légale de la technologie de gestion des droits numériques. Dans des lettres de support séparées, la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Jennifer Stoddart, le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie Britannique, David Loukidelis, et Dr. Ann Cavoukian, Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, ont écrit à la Ministre du Patrimoine Canadien Bev Oda et au Ministre d'Industrie Maxime Bernier pour exprimer leurs inquiétudes à l'égard des implications liées à la

protection de la vie privée causées par la technologie de gestion des droits numériques.

La CIPPIC a discuté avec deux services en ligne concernant les manques de leur politique liée à la protection de la vie privée. Dans les deux cas, notre intervention a mené à des changements majeurs aux politiques et limite la cueillette, l'utilisation et la divulgation de renseignements des utilisateurs de manière à mieux respecter la vie privée des utilisateurs des sites internet.

Projets et causes en cours

Réforme du droit d'auteur

La CIPPIC, dans son rôle, continue à fournir de l'information à jour aux Canadiens sur la réforme du droit d'auteur au Canada. La CIPPIC fera demande au gouvernement Conservateur pour s'assurer que le prochain projet de loi de C-60 sera équilibré, en acceptant les forces de C-60 tout en adressant ses faiblesses et manques.

Protection de la vie privée

La CIPPIC veut participer activement à la révision parlementaire de PIPEDA qui est prévue cet automne. Nous préparons une soumission à la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada en réponse à sa «PIPEDA Review Discussion Document», basé sur les résultats de notre étude sur la conformité et sur notre expérience à conseiller nos clients et tenter d'exercer les droits des individus sous PIPEDA.

Nous attendons une date de cour de justice pour notre application pour révision judiciaire à la Cour fédérale du Canada, qui met à l'épreuve la commissaire à la protection de la vie privée du Canada, qui soutient ne pas avoir l'autorité d'enquêter Abika.com, un courtier de données situé aux États-Unis. Ce dossier pourrait établir un précédent important sur l'autorité sous PIPEDA et également sur les champs d'application du pouvoir d'enquête de la Commissaire à la protection de la vie privée du Canada.

Nous surveillons les propositions du gouvernement, vis-à-vis «l'accès autorisé», qui veulent donner un plus grand pouvoir aux agences d'application de la loi et exiger les fournisseurs de services internet à reconstruire leur système de manière à faciliter la

mise sur écoute de la police. Le site internet de la CIPPIC fourni des renseignements et des analyses sur ces initiatives en vue d'assurer que les débats publics sur ces questions sont balancés et bien informés. Nous travaillons également avec OnlineRights.ca pour faciliter la contribution publique au gouvernement et à encourager les fournisseurs de services internet à adopter des politiques favorables à la protection de la vie privée concernant la cueillette, la surveillance et la divulgation des renseignements des utilisateurs.

Cet automne et cet hiver, la CIPPIC étudiera les impacts de la technologie de gestion des droits numérique sur la protection de la vie privée. Les résultats de cette étude seront annoncés au printemps 2007.

Vol d'identité

La CIPPIC coordonne un projet sur lequel plusieurs chercheurs travaillent, examinant et évaluant des approches politiques et légales au problème de vol d'identité. Le projet fait parti d'une initiative interdisciplinaire fondée par ORNEC impliquant des chercheurs de quatre universités en Ontario, divisés en quatre groupes (définir et mesurer le vol d'identité, solutions de technologie, approches administratives et approches politiques et légales). La recherche et analyse de la CIPPIC est coordonné par Wendy Parkes, une avocate et chercheuse associé à CIPPIC à temps partiel, avec l'assistance de Thomas Legault, étudiant en droit, 3^e année. Nous pensons pouvoir publier les documents de travail, les «FAQ» sur le web et les recommandations aux responsables politiques, en automne 2006.

Logiciels espions

La CIPPIC est un membre actif de «l'Anti-Spyware Coalition (ASC)» une alliance de compagnies de technologies nord-américaines, de développeurs, de distributeurs et d'organismes d'intérêt public qui ont pour mission de s'attaquer à la menace grandissante des logiciels espions et aux autres technologies non désirées. L'ASC travaille présentement sur un document de «meilleures pratiques» afin d'aider les développeurs à éviter de déployer des technologies qui seront probablement identifiées par les logiciels anti-espions en tant que logiciels non-désirés.

La CIPPIC continue de surveiller le territoire canadien pour les développeurs et distributeurs de

logiciel espions qui violent les lois canadiennes et à enquêter les cas soupçonnés de logiciels espions avec l'aide de nos collègues en ingénierie et science informatique.

Méthodes et termes injustes dans les contrats électroniques

La CIPPIC continue sa recherche sur les pratiques de contrats électroniques d'entreprises canadiennes, en vue d'identifier les méthodes et termes injustes en comparant leur traitement sous différents régimes juridiques et en proposant des changements aux lois canadiennes. La recherche légale et l'analyse de la CIPPIC sera appuyée par une étude de laboratoire sur le comportement qui sera conduite par Dr. Warren Thorngate de l'université de Carleton qui fait également parti du projet financé par ORNEC. Le cabinet d'avocat "Pro bono" aide avec ce projet.

Publications

Dans un rapport publié le 1^{er} mai, la CIPPIC fourni les résultats du premier sondage canadien évaluant la conformité des détaillants avec les lois canadiennes de protections de renseignements. Les résultats montrent une non-conformité étendue avec les lois fédérales exigeant transparence, responsabilité, consentement et accès des individus à leurs renseignements personnels. Le rapport, ***Compliance with Canadian Data Protection Laws : Are Retailers Measuring Up?***, souligne les manques communs dans les politiques et pratiques des entreprises et conclut que les entreprises privées doivent être encouragées à se conformer aux lois de protection des renseignements au Canada

Le rapport compagnon dans lequel CIPPIC expose les différentes manières dont l'information détaillés concernant les consommateurs est recueilli et échangé sur le marché a également été publié le 1^{er} mai. ***On the Data Trail : How Detailed Information About You Gets Into Hands of Organizations With Whom You Have No Relationship*** est le premier rapport de son genre, éclairant l'industrie qui est autrement mal comprise et en soulignant un nombre de pratiques à mettre en question.

Les deux rapports sont accessibles sous forme électronique sur le site internet de la CIPPIC (voir «CIPPIC Publications» ou «Privacy Projects»). Des copies papiers peuvent être commandées en communiquant avec la CIPPIC.

Philippa Lawson a publié deux articles dans *The Lawyers Weekly* cet automne et été dernier. «Costco case highlights tension between government requests and customer privacy» (10 mars, 2006), et «Study finds widespread breaches of privacy legislation at companies» (14 juillet, 2006). Un autre article, «Reports shed light on data brokerage industry and retailer compliance with PIPEDA», a paru dans le *Canadian Privacy Law Review* en mai.

David Fewer, avocat-conseil, a publié un document intitulé «Slouching Toward WIPO : Canada's Reluctant Consideration of the 1996 WIPO Internet Treaties» (23(2) *E-Commerce Law & Strategy* (juin 2006)) L'article considère l'approche posée du Canada aux protections légales pour les mesures de protection technologique et les technologies de gestion des droits numérique.

Événements

Le 18 mai 2006, la CIPPIC a tenu un atelier à Ottawa sur les risques des activités en ligne pour les victimes de violence familiale et la manière dont les personnes vulnérables peuvent se protéger en ligne. L'atelier a été présenté par des experts de *National Network to End Domestic Violence* aux États-Unis et le *National Organization of Women's Crisis Centres* danois à plusieurs professionnels locaux et activistes qui travaillent avec les victimes de violence familiale.

Le 16 mai, la CIPPIC (en tant que membre de l'Anti-Spyware Coalition) a accueilli l'ASC pour une conférence d'une journée à Ottawa au Château Laurier intitulée : «Developing International Solutions for Global Spyware Problems», l'atelier a mis l'accent sur les dimensions internationales de la lutte contre les logiciels espions et autres technologie non désirées et a également adressé la recherche continue pour trouver des solutions à ces problèmes. Des représentants du gouvernement canadien et américain ainsi que des companies privée et des représentants de consommateurs, ont fait des présentations et ont discuté des questions et des approches pour s'occuper des technologies non désirées.

Le 14 juin, la CIPPIC a accueilli le Information Commons Interest Group de la Canadian Library Association pour une pre-conférence d'une journée sur les politiques de droit d'auteur intitulé : «Copyright in Libraries: the Digital ©onundrum»,

l'événement a vanté plusieurs experts en droit d'auteur au travers de la communauté universitaire et de bibliothèques au Canada.

Présentations

Jeffrey Vicq, étudiant aux études supérieures, Jennifer Seligy, étudiante stagiaire et Philippa Lawson ont présenté «Northen Exposure : Lessons from Canada's National Privacy Law Regime» à la 16^e conférence annuelle sur Computers, Freedom & Privacy (CFP2006), à Washington D.c. le 3 mai, 2006.

Philippa Lawson a donné une série de présentation ce printemps et été dernier, incluant::

La présentation «Hot E-Commerce Issues – The Latest View from CIPPIC» à l'Association du Barreau de l'Ontario, technologie de l'information et section E-Commerce le 21 juin 2006.

La présentation «Lawful Access» à un atelier sur les droits de l'information et les responsabilités organisationnelles à l'université de Toronto le 16 juin 2006.

La présentation «Taking Customer Privacy Seriously» à la conférence annuelle de la Canadian Wireless Telecommunications Association à Toronto le 17 mai, 2006.

La présentation «Compliance with Privacy Laws: Issues, Lessons and Best Practices for Data Brokers and Retailers» à The Canadian Institute à Toronto le 11 mai, 2006.

La présentation « Consumer Information as Commodity: A Glimpse into the Canadian Data Brokerage Industry and an Assessment of Retailer Compliance with Data Protection Laws » aux chercheurs du projet de Surveillance de l'université de Queen le 17 avril, 2006.

David Fewer a donné une série de présentations et de discussions au cours des premiers six mois de l'année 2006, incluant :

La présentation «The Anti-Spyware Coalition» à APECTEL33, Calgary, Alberta, le 24 avril, 2006.

«Canada's Choice : Copyright Law and the Internet» au Can Festival, Toronto, Ontario, le 21 avril, 2006.

Invité, «Shades of Grey – Can Self-Regulatory Efforts Help Bring Clarity to Advisers, Consumer Software Makers and Anti-Spyware Companies», Atelier public de l'Anti-Spyware Coalition «Developing International Solutions for Global Spyware Problems», le 16 mai 2006.

La présentation «Digital Music: The Canadian Copyright Policy Debate» au Information Commons Interest Group de la Canadian Library Association, le 14 juin 2006.

Changement de personnel

CIPPIC a été attristé cet été de devoir dire aurevoir à deux merveilleuses collègues : notre adjointe administrative, Annie Binet, a déménagé dans la région de Toronto pour être avec sa famille, et notre étudiante stagiaire 2005-2006, Jennifer Seligy, a complété son stage avec nous.

D'autre part, nous sommes heureux d'accueillir Anik Chartrand, notre nouvelle adjointe administrative et Tara Berish, notre nouvelle étudiante stagiaire 2006-2007. La position de Tara est l'une des six positions de l'association des stagiaires d'intérêt public, financé par la Fondation du Droit de l'Ontario.

Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada

Faculté de Droit, Université d'Ottawa
506-57 Louis-Pasteur, Ottawa, ON K1N 6N5
Tél: (613) 562-5800 ext: 2553
Télec.: (613) 562-5417
Site Internet: www.cippic.ca
Courriel: cippic@uottawa.ca

Philippa Lawson: Directrice générale &
Avocate générale

Poste : 2556 plawson@uottawa.ca

David Fewer: Avocat-conseil

Poste : 2558 dfewer@uottawa.ca

Anik Chartrand Adjointe administrative

Poste : 2553 cippic@uottawa.ca